

MEMDUH KARAKULLUKÇU

Fondateur et vice-président du Global Relations Forum

Volker PERTHES

La Turquie est depuis longtemps déjà un acteur important en Syrie, mais son engagement a pris une nouvelle tournure la semaine dernière. Lorsque le président Erdogan est devenu premier ministre pour la première fois, il a posé le principe du « zéro problème avec les voisins ». Aujourd'hui, il semble avoir opté pour le principe du « zéro ami parmi les voisins » et même « zéro ami parmi les partenaires et alliés internationaux traditionnels de la Turquie ». Pouvez-vous nous expliquer quel est en fait l'objectif du gouvernement turc avec sa récente - nous n'avons pas le droit d'appeler cela une invasion en tant qu'Européens car M. Erdogan a dit que si nous le faisons, il nous enverrait une invasion de réfugiés ! Nous appellerons donc cela une incursion, alors s'il vous plaît, expliquez-nous ce que le gouvernement turc cherche à faire avec cette incursion.

Memduh KARAKULLUKCU

En fait, j'aurais deux commentaires à faire au sujet de vos remarques préliminaires, mais je vais d'abord répondre à votre question. Je pense que le gouvernement turc a été clair dès le départ sur ses intentions et il bénéficie d'un très large soutien de la population. Premièrement, il n'y aura pas de couloir terroriste YPG/PKK à la frontière turque. Cette position est très claire, prévisible et cohérente depuis le début, et je pense donc qu'il n'y a là rien de surprenant. On pourrait tous avancer des raisonnements et justifications alambiqués et complexes, mais je pense que c'est une position extrêmement simple et qu'elle a le soutien total de la population turque, ce qui est très important. Je pense que cette position doit être actée et reconnue par tous ceux qui, au sein de la communauté internationale, sont préoccupés par le terrorisme. C'est le premier point. Deuxième point, et j'ignore là encore pourquoi cela n'apparaît pas clairement aux yeux de tous, et c'est probablement un échec de la diplomatie turque, mais 3,5 millions de Syriens en Turquie, cela pose problème. Je me rends compte que nos amis occidentaux pensent que les Turcs gèrent la situation, mais c'est difficile. C'est un fardeau économique. C'est un fardeau social. Ça devient un fardeau politique et nous devons y faire face. Vu que nos amis partout dans le monde, y compris ceux qui ont des valeurs morales élevées, sont très réticents à accueillir ces réfugiés, la seule solution raisonnable en fait est de créer une zone de sécurité pour les réfugiés afin qu'ils puissent retourner dans leur pays ou d'instaurer en Syrie les conditions propices au retour des réfugiés. Mais comment faire ? L'idéal serait de créer une meilleure Syrie afin que tous puissent rentrer chez eux, mais à défaut de cette solution, nous devons faire quelque chose.

Volker PERTHES

À défaut de cette solution, vous les renvoyez chez d'autres personnes.

Memduh KARAKULLUKCU

Non, non, non. À défaut de cette solution, nous devons nous réunir et réfléchir à une alternative. Le problème c'est que, si aucune solution n'est trouvée, 3,5 millions de Syriens vivront en Turquie pour toujours. C'est un problème très asymétrique. Le temps passe et la communauté internationale ne trouve pas de solution. Or le fardeau et le coût incombent à la Turquie et à personne d'autre. Quelques milliards ici ou là aident, mais cela ne règle pas vraiment le fond du problème. Par conséquent, pour répondre à votre question, les deux objectifs de la Turquie sont très clairs et prévisibles et, je pense, très cohérents : premièrement, pas de couloir terroriste aux frontières turques ; et deuxièmement, nous devons trouver un moyen de ramener en Syrie les 3,5 millions de personnes actuellement réfugiées en Turquie. Ce sont les deux objectifs.

Volker PERTHES

Deux questions ou remarques supplémentaires à ce sujet. Premièrement : tout le monde dans le Grand Moyen-Orient qualifie désormais ses adversaires de terroristes, je pense que nous devrions employer ce terme avec plus de

prudence. Nous connaissons le PKK et le combat qu'il mène de longue date contre la Turquie et nous savons que le YPG, PYD a des liens très forts, c'est le moins qu'on puisse dire, avec le PKK. En même temps, il semble que les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui sont maintenant combattues par l'armée turque, n'aient jamais effectué de tirs en Turquie car elles avaient suffisamment à faire pour organiser leur administration dans les zones syro-kurdes. Le terrorisme est-il ici le bon terme à employer, alors que le rapatriement en Syrie des réfugiés, qui sont un fardeau pour la Turquie, semble être le principal motif de cette incursion ? Par ailleurs, cela semble s'apparenter à de l'ingénierie ethnique si vous installez des Arabes sunnites du sud ou du centre de la Syrie dans le nord-est de la Syrie, qui est principalement kurde.

La deuxième question est la suivante. L'incursion a eu des effets politiques immédiats, à savoir que l'administration kurde et sa milice, les FDS, ont passé un accord avec le régime syrien de Damas pour inviter l'armée syrienne à entrer sur ce territoire. Est-ce finalement aussi la solution pour la Turquie, que le régime ou le gouvernement syrien retrouve sa souveraineté sur l'ensemble du pays ou sur la majeure partie de celui-ci et que l'armée syrienne soit présente à la frontière avec la Turquie, plutôt qu'une milice kurde soutenue par les États-Unis ?

Memduh KARAKULLUKCU

Concernant le premier point, la définition du terrorisme est certes controversée au sein de la communauté internationale, mais dans le cas de la Turquie, le PKK a établi sa base arrière en Irak et de là lance des attaques contre la Turquie. Les racines de la terreur du PKK vont donc au-delà de sa présence en Turquie. Le PKK est présent en fait dans les régions situées au sud de la frontière turque. Pour nous, le lien entre le PYD et le PKK est très réel. Le fait que telle ou telle personne ou faction au sein du YPG n'ait pas effectué de tirs ne signifie pas grand-chose. Nous en faisons l'expérience depuis 40 ans et nous savons comment le PKK fonctionne et comment il coopère avec d'autres parties dans cette région. C'est le genre de risque et le genre de subtilité terminologique que la Turquie, très soucieuse de sa sécurité, ne peut accepter. C'est une question tout simplement trop sensible car, en 40 ans, nous avons eu à déplorer trop de morts et nous savons comment le PKK fonctionne. Le lien réel qui existe entre le YPG et le PKK, et que vous avez vous-même admis, justifie je pense la sensibilité turque en la matière. C'est le premier point.

Pour ce qui est de l'ingénierie ethnique, je pense que cette ingénierie a déjà eu lieu.

Volker PERTHES

Vous êtes ingénieur après tout.

Memduh KARAKULLUKCU

J'allais dire que mon unité centrale fonctionne bien avec des circuits intégrés, mais pas avec le Moyen-Orient, tout y est en fait trop complexe. Même les modèles d'équilibre général sont bons, c'est juste le Moyen-Orient qui est trop complexe, mais j'essaie.

Il semble que le YPG ait déjà entrepris une forme d'ingénierie ethnique, et on peut soutenir que cela permet vraiment aux réfugiés de retourner en Syrie. Deuxième point, je comprends tout à fait les inquiétudes de nos amis européens concernant les changements démographiques, et je pense que c'est ce qui pourrait justifier un veto de leur part. Si et seulement si ces inquiétudes se matérialisent, alors l'UE sera fondée à agir. Cependant, je ne pense pas qu'il soit constructif de dire à titre préventif que cela pourrait se produire à une date indéterminée et de s'opposer avec vigueur à l'opération turque en imposant des sanctions ou en menaçant de le faire. Je comprends votre inquiétude au sujet de l'ingénierie ethnique. Le gouvernement turc, le président lui-même, s'est engagé à ne pas agir de la sorte, et il ne tient qu'à nous de lui faire tenir cet engagement. Si l'ingénierie ethnique devient un jour réalité, si l'opération s'écarte d'une manière ou d'une autre de ce cadre très strict, alors je pense que nos amis européens seront en droit de dire que ce n'est pas acceptable. Nous n'en sommes pas encore là. Ce n'est pas la réalité à ce jour.

L'autre grande question que vous posez est de savoir quelle sera l'issue finale. Nous l'ignorons. Personnellement, je l'ignore. Je peux juste vous dire ce que, pour ma part, je pressens. D'après ce que je sais, ils ont invité le gouvernement syrien, l'armée syrienne à intervenir. Encore une fois, ce matin, le président a déclaré que l'opération turque ne devrait poser aucun problème à Kobané et à Manbij, zone où il existe un risque de conflit avec l'armée

syrienne, car les Russes ont montré une approche positive, ils sont conscients de la situation et coopèrent, donc il n'y aura pas d'escalade. Je pense que le YPG est un instrument tactique pour les grandes puissances en Syrie. Je pense que c'était un instrument tactique pour les Américains et je pense qu'il pourrait bien être un instrument tactique pour les Russes. Nous savons ce que les Russes veulent. Ils veulent qu'Assad et les Turcs s'allient pour que la Syrie soit sous le contrôle d'Assad, tel est l'objectif des Russes. Je pense qu'ils veulent orienter tout le système dans cette direction. Comme je l'ai dit, si la Turquie ne coopère pas pleinement à ce scénario et traîne des pieds pour telle ou telle raison, je crois que nos amis russes instrumentaliseront le YPG, essaieront de l'allier avec Assad et verront si cela peut faire changer d'avis la Turquie. Je ne pense pas que la Turquie puisse être en conflit permanent avec le YPG et le gouvernement syrien ; à un moment donné, nous devons faire un choix. J'ignore quand ce moment viendra. C'est peut-être pour bientôt, mais je pense qu'un rapprochement avec le gouvernement central syrien, Assad, est possible.

Volker PERTHES

Merci beaucoup. Je suppose que nous aurons la réponse d'ici la prochaine édition de la World Policy Conference.